



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction régionale et  
interdépartementale de  
l'environnement, De l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 30/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SIFCO APPLIED SURFACE CONCEPTS (ASC)**

2 rue de la Noue Guimante  
77400 ST THIBAUT DES VIGNES

Références : E/23-1560  
Code AIOT : 0006522082

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2022 dans l'établissement SIFCO APPLIED SURFACE CONCEPTS (ASC) implanté 2, rue de la Noue Guimante 77400 ST THIBAUT DES VIGNES. L'inspection a été annoncée le 10/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIFCO APPLIED SURFACE CONCEPTS (ASC)
- 2, rue de la Noue Guimante 77400 ST THIBAUT DES VIGNES
- Code AIOT : 0006522082
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est un atelier de traitement de surface par électro-déposition sélective. Actuellement soumis au régime de la déclaration avec contrôle périodique, il fait également l'objet d'un dossier de demande d'enregistrement est en cours d'instruction pour la même rubrique ICPE (rubrique 2565 "Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique").

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Visite des installations
- Point sur la demande d'enregistrement en cours

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article Article 12, I	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Gestion des produits	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article Article 8	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le site est globalement bien tenu et l'inspection n'a relevé que 2 points à éclaircir. Ces dispositions réglementaires sont à la fois présentes dans l'arrêté ministériel du 30/06/1997 applicable aux établissements soumis à déclaration et dans l'arrêté ministériel du 09/04/2019 applicable aux établissements soumis à enregistrement pour la rubrique 2565, auquel devra se conformer le site de Saint-Thibault-des-Vignes.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Accessibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article Article 12, I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accessibilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.
<b>Constats :</b> L'établissement est installé dans un bâtiment multi-activités. Les véhicules accèdent au bâtiment par un portail, circulent dans le sens antihoraire, puis en sortent par un second portail. Les deux portails sont ouverts en journée. Ils sont fermés pour la nuit à partir de 19h. L'exploitant n'a pas su indiquer à l'équipe d'inspection l'heure d'ouverture en matinée, ni les horaires le week-end. L'exploitant n'a pas su indiquer la procédure d'accès en dehors des heures d'ouverture. En cas de déclenchement de l'alarme incendie ou intrusion, la société de sécurité prévient par téléphone des cadres de la société. Leur temps de trajet ne leur permet pas d'être sur place rapidement pour faire la levée de doute ou avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. L'exploitant doit établir une procédure d'intervention mentionnant les codes d'accès des portails, qui sera communiquée au service d'incendie et de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Gestion des produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, connaissance des produits - étiquetage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.
<b>Constats :</b> L'ensemble des produits liquides est stocké sur rétention. Cependant, sur certaines étagères en hauteur, des produits disposent de rétentions communes sans qu'il soit possible de s'assurer de leur compatibilité, les étiquetages n'étant pas lisibles.  Un étiquetage plus lisible pour les produits stockés en hauteur est à mettre en place. Par ailleurs, l'exploitant doit justifier du respect des règles de compatibilité et de stockage des différents produits dangereux au sein de son établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

